

ANNEXE II

Conférence débat avec Patrick Viveret « Pour une nouvelle approche de la richesse »

Lors de leur dernière assemblée générale, les centres Ritimo ont découvert que les mots qu'ils utilisaient et qu'ils avaient posés sur le papier pour définir leur action dans une charte qui a bientôt 20 ans, que ces mots vieillissaient, ou n'avaient plus aucun sens, ou étaient à garder en souvenir, ou alors n'étaient plus utilisés.

Pour nous aider, centres Ritimo, dans une démarche collective de remise en cause des mots, il semblait intéressant d'accueillir Patrick Viveret, pour nous secouer aussi sur la notion de "richesse", de reconsidération de ce que cela veut dire dans notre optique et notre prétention de changer le monde.

Il me semble que la question des mots est capitale parce qu'avant même les différentes formes de domination matérielle, financière, de toutes natures, une première colonisation se fait, qui est une colonisation de l'imaginaire parce que les mots que nous employons se trouvent complètement happés par les logiques de guerre économique. La première chose que nous pouvons faire, c'est de relibérer notre propre imaginaire en réhabitant un certain nombre de mots, pour refuser leur colonisation par le langage économique dominant.

Mon propos sera quelques exemples apéritifs de ce que l'on peut déjà faire du point de vue des mots, pour montrer ensuite qu'on peut le faire du point de vue des chiffres, dans la catégorie "des chiffres et des lettres". Mais, si nous sommes colonisés par les chiffres, c'est aussi d'abord parce que nous sommes colonisés par les mots eux-mêmes. Quelques exemples.

Déjà, le mot « valeur », un des termes les plus colonisés, puisque, quand vous dites « valeur » aujourd'hui, il est sous-entendu vu du point de vue des actionnaires : « value for money » dans le vocabulaire anglo-saxon ; ça paraît tellement évident qu'il n'y a plus besoin de dire "for money". Or, qu'est ce que le mot « valeur » à l'origine ? C'est un mot extrêmement fort, que vous trouvez dans à peu près toutes les langues, qui pour nous latins (*valor*) veut dire la « force de vie ». Ce qui nous donne de la « force » et toutes les formes de « forces de vie » comme le courage, au sens d'avoir du cœur, c'est-à-dire la capacité pour les êtres humains - qui sont des êtres conscients qu'ils vont mourir - que la « force de vie » est un élément essentiel.

Par exemple, la « valeur ajoutée », c'est la capacité de « force de vie » supplémentaire que nous pouvons nous donner ponctuellement, quelle que soit la nature des projets. Vous voyez que entre la « valeur » comme « value for money » et la « force de vie », il y a un léger décalage. On en arrive même à un retournement radical puisque la « valeur » au sens économique peut nous conduire à adopter des comportements destructeurs, soit de la « force de vie » sur le plan écologique (donc de mettre en cause notre propre niche écologique), soit de la « force de vie » sur le plan humain.

Je donne d'autres exemples de mots dans le vocabulaire économique qui ont été complètement détournés de leur sens. Il y a le mot « économie » lui-même : « Oikos », la « maison », « Nomos », donc « l'organisation de la maison ». Au moment où les Grecs inventent « l'économie », il y a à peu près 2 500 ans avec Xénophon, il s'agit comme son nom l'indique de l'organisation domestique, la « domus » latine. Comment les Grecs inventent-ils « l'économie » ? Ils l'inventent dans une tripartition à la fois politique et sexuelle, qui n'a rien de particulièrement enviable, mais qui n'a rien à voir avec ce que la bourgeoisie patriarcale au XVIII^{ème} siècle décidera d'appeler « économie ». Dans la conception grecque, vous avez l'activité noble (la politique), qui est réservée aux hommes libres, (hommes au sens mâle du terme). A l'autre bout du spectre, vous avez le travail, c'est-à-dire la punition des esclaves. Pourquoi est-ce une punition ? Les esclaves ont perdu l'honneur, puisqu'ils ont préféré être pris comme prisonniers, ils ont fait l'échange entre l'honneur et la vie : ils sont condamnés au travail. (Le travail est une punition, on est évidemment très loin du droit au travail). Entre ces deux catégories, le monde politique réservé aux mâles et le monde du travail réservé aux esclaves, les Grecs inventent un tiers état : pendant que ces messieurs discutent sur l'agora, il faut bien que d'autres s'occupent de l'intendance, et cet espace c'est « l'oikonomos », « l'organisation de la maison », et c'est l'espace réservé aux femmes.

Vous voyez la différence entre cette définition originelle de « l'économie » et le véritable coup d'état sémantique que la bourgeoisie patriarcale va faire. Au XVIII^{ème} siècle, elle décide que la grande affaire n'est plus la politique, mais les affaires justement. Elle va décider de choisir d'appeler cela « économie » - c'est un comble, puisque la première caractérisation qu'elle va donner de ce nouveau terme "d'économie", c'est que toutes les activités faites dans la maison sont des activités inactives et que les personnes qui s'y adonnent - sous-entendu essentiellement les femmes - sont improductives. L'idée de la bourgeoisie à l'époque de donner le pouvoir aux femmes en faisant de « l'économie » la tâche première n'était pas particulièrement séduisante à ses yeux. Elle appelle donc « économie » ce que, étymologiquement parlant, elle aurait dû appeler « hors-économie », l'extériorité de la maison. Vous voyez à quel point ce coup d'état sémantique structure ensuite en profondeur des comportements, des rapports sociaux, des rapports culturels et politiques extrêmement importants jusque et y compris pour obliger le mouvement des femmes à passer par les fourches caudines du modèle productiviste pour assumer son émancipation : nécessairement, on est « improductif », on est

« *inactif* », quand on est dans des activités à la maison. C'est évidemment la même chose du côté des hommes. On voit là un exemple, purement sémantique, de changement radical de sens qui a ensuite des conséquences extrêmement importantes.

Prenez le mot « *richesse* » qui est un mot très fort également et qui renvoie, comme la « *valeur* » à ce qui donne de la force. « *Richesse* » et « *puissance* », c'est le même mot à l'origine. Mais la « *puissance* », c'est la puissance créatrice, pas de la puissance dominatrice. Mais là encore, comme dans la « *valeur* » et « *force de vie* », à partir du moment où vous avez de la "*puissance*", la "*puissance créatrice*" fascine et on finit par croire que, comme la "*puissance créatrice*" donne de la force, il s'agit de puissance non plus créatrice, mais « *dominatrice* ». Un premier glissement qui se passe du côté de la « *puissance* » elle-même.

Vous retrouvez exactement la même chose avec le terme de « *pouvoir* ». Étymologiquement et grammaticalement, par exemple en français, le verbe « *pouvoir* » est un verbe auxiliaire qui n'a de sens qu'avec un complément, et c'est un verbe qu'on écrit en minuscules. C'est un « *pouvoir de* », un pouvoir de création démultiplié par de la coopération. Vous êtes dans des projets à Ritimo : vous vous donnez mutuellement du « *pouvoir* ». A l'intérieur du mouvement « *altermondialiste* », nous nous donnons mutuellement du « *pouvoir* » et plus l'on a des projets coopératifs, plus il y a démultiplication de ce « *pouvoir* » au sens de création. Si vous vous mettez à écrire ce verbe auxiliaire en majuscules et vous en faites un substantif, alors vous n'êtes plus dans le « *pouvoir de* », vous êtes dans le « *Pouvoir sur* », dans la fascination du « *Pouvoir* » et Dieu sait si dans les milieux de gauche et d'extrême gauche, la fascination du « *Pouvoir* » a joué un rôle délétère absolument fondamental. C'est le « *Pouvoir* » à prendre, le "*Pouvoir*" en surplomb, le "*Pouvoir*" qui fascine, le "*Pouvoir*" aussi qui justifie tous les comportements dominateurs, fussent-ils officiellement alternatifs. Ce glissement-là du « *Pouvoir* », au lieu d'être dans le couple création/coopération qui le caractérisait, se situe dans un couple domination/peur : ce « *Pouvoir* » qui fascine et que j'ai eu tant de mal à conquérir, j'ai évidemment peur que d'autres me le prennent et donc je suis tout de suite dans un rapport où la rivalité et la peur sont structurants avec la question de la domination.

Avec la « *richesse* », on a un double glissement : richesse et puissance, au début c'est le même mot. On a vu que la « *puissance créatrice* » se transforme en « *puissance dominatrice* ». Ce que l'on va appeler « *richesse* » sur le plan économique, c'est de « *l'énergie captatrice* », c'est de la possession de richesse, la captation de richesse, la privatisation de richesse sous toutes ses formes qui va faire évoluer le mot, y compris dans la définition qu'on va donner du terme de « *capital* ». Ce dernier va être associé à une idée de captation qu'au départ, c'était « *capitus* », les têtes de bétail. La première origine de « *capital* » est religieuse et sexuelle. Religieuse parce que c'étaient les animaux du sacrifice, et sexuelle là encore ce sont les Grecs : le mot « *oufia* » qui veut dire « *capital* » veut dire aussi « *sperme* » ! Comme les Grecs dans leur tradition phallocratique considéraient que la « *puissance créatrice* » était du côté des mâles, ces mêmes mâles que l'on retrouvait du côté de la politique, l'activité noble, la « *puissance créatrice* » était le sperme (et la première théorie de l'épargne est une théorie de la rétention du sperme). Vous voyez que les rapports entre les connotations sexuelles, les connotations religieuses et les connotations dites économiques sont non seulement vrais dans l'histoire, mais qu'ils continuent à laisser souterrainement des traces extrêmement importantes. Le capitalisme puritain est construit sur l'idée que pour se donner le droit à l'explosion de la création de richesses, il faut aller inversement refréner une autre passion, correspondant à tout ce qui est de l'ordre de la jouissance et, en particulier, dans l'ordre amoureux et sexuel. Cela peut être retranscrit dans des situations très contemporaines : on a du mal à comprendre en Europe, et singulièrement en France, pourquoi un pays comme les Etats-Unis a pu se payer ce psychodrame incroyable de l'histoire Lewinsky/Clinton. Cela paraît le sommet du dérisoire, mais si on raisonne en termes émotionnels, on comprend que c'est un enjeu décisif.

Prenez une théorie des passions. Les quatre grandes passions humaines sont la richesse, la puissance, la connaissance et l'amour sous toutes ses formes. Comme le propre des passions c'est qu'elles sont explosives, si vous ne réglez pas une passion par une autre, il y a un moment où cette passion devient délirante. Là où le fordisme, le kennysianisme et le New Deal régulaient la passion de richesse par de la passion de puissance, à partir du moment où la révolution conservatrice anglo-saxonne dérégule tout ce qui est de l'ordre de la puissance, du pouvoir, de l'intervention publique, etc. la seule façon d'empêcher que cette passion de richesse devienne totalement exclusive, c'est d'aller la re-réguler dans l'ordre de l'interdit de la jouissance. La tentative de réinvention du capitalisme puritain (parce que l'échec majeur du capitalisme autoritaire et puritain est sur la question du libéralisme culturel, sur la question des mœurs, c'est là-dessus que l'administration Bush - on peut déjà le programmer - se cassera les dents), la réinvention donc, la réinstauration de la limitation de la jouissance pour réguler la passion de richesse, est assez proche de la conception grecque de la théorie de l'épargne et de la rétention du sperme. Vous voyez que ce n'est pas simplement un élément de nature historique. Souterrainement, ça continue à travers notre propre actualité.

Je donne encore quelques exemples de mots complètement transformés, de mots qui sont au cœur du vocabulaire économique dominant : « *concurrence* » et « *compétition* ». Là encore, au départ, deux mots latins. « *Concurrence* », c'est courir ensemble. Donc la « *concurrence* » normalement, c'est de l'émulation coopérative. Certes, il y a de la différence ; on n'est pas dans un système totalement égalitaire, indifférencié, mais on s'assure en permanence que l'ensemble des coureurs reste dans la course. De ce point de vue-là, la *concurrence*, c'est le contraire d'une guerre économique. Non seulement, il y a des coureurs qui sortent de la course, mais la peine pour sortir de la course, ça peut aller jusqu'à la peine de mort. On peut mourir de faim, mourir de soif, de froid ou de chaud suivant que les conditions de logement ne sont pas réunies, mourir de désespoir, etc. Le terme de « *concurrence* » tel qu'on l'utilise aujourd'hui, est passé subrepticement à la logique de guerre économique, selon laquelle il y a des perdants et des gagnants et, si on ne veut pas être du côté des perdants, on est nécessairement obligé de jouer le jeu du côté des gagnants. C'est contraire à l'étymologie même du terme.

De même pour « *compétition* ». « *Competire* », c'est « *chercher ensemble* ». Dans la façon dont on cherche, il peut y avoir différentes voies pluralistes et toute une différenciation, mais on « *cherche ensemble* ». Quand, par exemple, on dit au Conseil Européen de Lisbonne que l'Europe se veut hautement compétitive, normalement, si on donne un vrai sens au mot, ça voudrait dire qu'on organise une formidable capacité de recherche collective, coopérative et émulative, à l'intérieur de l'ensemble de l'Espace Européen... On comprend donc bien que si on ne réhabilite pas ces mots, si on en fait cadeau a priori à l'adversaire, on lui fait cadeau de l'idée que « *concurrence* » et « *compétition* » ça veut dire forcément guerre économique, que « *richesse* » c'est forcément de la « *richesse monétaire* », que « *valeur* », c'est forcément de la « *valeur ajoutée* » au sens monétaire du terme, etc. A la fin, on se trouve complètement sur la défensive parce qu'il ne nous reste que la nostalgie de l'économie administrée, ou la nostalgie baba cool ou tout ce que vous voulez, mais nous sommes déjà hors jeu. Si je prends une comparaison sportive, vous n'avez pas encore commencé la partie que vous êtes déjà dans vos 22 m. de rugby.

Prenez l'acception de « *répartition de richesse* », très classique dans tous les milieux de la solidarité internationale, on est déjà sur la défensive quand on se place sur ce terrain en acceptant que l'idée que la *création de richesse* a été faite par exemple par les entreprises. C'est totalement faux. Dans la « *création de richesse* », il y a une multiplicité d'acteurs, au premier rang desquels vous avez d'une part l'ensemble de la nature écologique, cosmique, etc. et l'autre rang duquel vous avez des êtres humains qui ne sont pas dans la nature, mais de la nature et tout ça est dans une situation donnée et non pas produite au sens strict du terme. Il n'y a pas de production, il n'y a que de la « *transformation* » au sens de la loi de Lavoisier. Ensuite dans la « *transformation de richesses* », il y a une pluralité de « *transformations créatrices de richesses* ». Il ne s'agit pas de diaboliser les choses et de prétendre que les entreprises ne participent pas à cette « *transformation créatrice* » (elles peuvent être destructrices, mais elles peuvent participer à la « *transformation créatrice* »), mais il faut dire qu'une entreprise ne peut remplir les fonctions de « *transformation créatrice* » que si l'ensemble des autres acteurs jouent aussi leur propre rôle.

Imaginez une entreprise qui embaucherait des gens malades parce que le service public de santé n'aurait pas fait son boulot, des gens illettrés parce que le service public éducatif n'aurait pas fonctionné, qui serait obligée de faire sa propre adduction d'eau, d'électricité, etc. parce que, là aussi, des opérateurs qui sont dans un ordre économique n'auraient pas rempli leurs fonctions, on voit bien qu'il n'y a de « *transformation créatrice de richesse* » possible dans l'ordre de l'entreprise que parce qu'il y a par ailleurs de la « *transformation créatrice* » possible dans l'ordre de la santé, de l'éducation et bien entendu dans l'ordre de la création de richesse que l'on appelle « *bénévolat* », autre terme très intéressant sur lequel il faut revenir.

Le « *bénévolat* » n'a jamais voulu dire une « *activité non rémunérée monétairement* », le « *bénévolat* », c'est la « *nature, l'orientation de la volonté* », la « *volonté bonne* » au sens le plus fort du terme.

Ce qui s'oppose au « *bénévolat* », ce n'est pas le salariat, c'est le « *malévolat* », par exemple l'économie du crime, et puis cette volonté réduite aux acquêts, cette volonté formidablement réduite qu'on pourrait l'appeler le « *lucravat* ». Rien n'est plus absurde que de dire que valoriser le « *bénévolat* », c'est condescendre à reconnaître aux associations la possibilité de donner une valeur monétaire à leur activité. Dans une société qui ne marche pas complètement sur la tête, l'idée que la « *volonté bonne* » a de la valeur est une idée qui devrait aller de soi alors que, par contre, ce qui est destructeur pour une société, c'est le « *malévolat* ». L'inversion de la charge de la preuve devrait se faire du côté du « *lucravat* », c'est-à-dire là où on affiche une volonté extraordinairement réduite, où on ne peut donc pas présumer que cette volonté lucrative puisse rendre des services à l'ensemble de la collectivité. Si vous voulez bénéficier du fait qu'il y a une valorisation du « *lucravat* », il faut que vous donniez des preuves que, bien que lucrative, votre activité peut remplir un certain nombre de fonctions d'utilité écologique et sociale. Or, à partir du moment où l'on intériorise l'idée que le « *bénévolat* » est le contraire du salariat et que l'on ne se place plus sur le terrain de la nature de la volonté et des désirs, on est déjà dans une spirale défensive et régressive (qui, en plus, nous prépare des contradictions secondaires entre « *bénévolat* » et mouvement syndical, etc.). Voilà comment la façon même dont on habite ou plutôt on n'habite plus un terme finit par produire un certain nombre de dérives considérables.

On pourrait continuer comme cela dans un débat interactif, sur quantité de mots, mais vous voyez bien que décoloniser notre propre imaginaire, c'est commencer à refuser que la transformation captative et guerrière du vocabulaire dominant, y compris du vocabulaire économique, puisse se faire sans réagir.

Pour les mêmes raisons, accepter l'idée qu'il y a des charges et des prélèvements est un autre scandale linguistique. Comme par hasard, dans une comptabilité, l'éducation, la santé, ou les subventions pour les associations, sont toujours du côté des charges. Encore une fois, avant même de commencer la partie, vous êtes déjà dans vos 22 mètres. Si vous voulez donner plus de répartition pour des raisons éducatives, pour des raisons de santé, pour raison de soutien aux associations, on va vous dire : « Vous êtes en train de tuer la poule aux oeufs d'or parce ce que vous allez être obligés de prélever plus de richesses pour aller répartir cette richesse et qui d'entre vous peut accepter durablement que la richesse nationale passe en impôts, prélèvements, etc. » Et ça y est, vous êtes dans le bastingue. Tandis que si vous dites : « Attendez ! Qu'est-ce qu'on appelle richesse ? Au nom de quoi vous seriez les seuls à créer de la richesse ? » le débat change de nature. Il n'y a pas de possibilité de l'autre côté d'argumenter véritablement, puisque les bases sont des conventions historiques aujourd'hui très largement caduques : la plupart des problèmes auxquels nous sommes confrontés ne sont plus des problèmes de production et je peux même dire que, quand on rencontre des problèmes de production, le plus souvent, ce sont des problèmes de surproduction (dans l'ordre agro-alimentaire ou dans l'ordre industriel). Par contre, les problèmes fondamentaux que nous avons à affronter sont soit d'ordre écologique, au sens large du terme, soit sociétal et

humain là aussi au sens le plus large du terme et les catégories mentales et sémantiques sont en grande partie contreproductives par rapport à cela.

La même chose pour les chiffres. Outre les faits majeurs de la domination, si vous ne sortez pas des chiffres, évidemment vous êtes dans la poésie marginale et vous êtes en dehors des réalités. Moi, je dis souvent, ça ne plaît pas toujours forcément à mes collègues de la Cour des Comptes, que derrière les comptes, vous avez des contes, que Paul Ricoeur appelle des *identités narratives*. La façon dont on compte, c'est la façon dont une société se raconte des histoires sur ce qui fait valeur, ce qui fait sens, ce qui fait priorité à un moment donné de son histoire. Par exemple, la façon dont la comptabilité nationale a été construite après la seconde guerre mondiale, c'est un récit que des sociétés qui ont vécu le pire de la barbarie intérieure au cœur de leur projet de civilisation, qui a pu conduire à la Shoah, c'est une formidable dérivation qui consiste à n'aller s'occuper que de la part matérielle, et notamment industrielle de la production et de dire : « *la seule vraie richesse est là.* »

Cela tombait bien parce que, la guerre ayant fait ses effets, ça paraissait aller de soi de dire que la priorité absolue était la reconstitution d'infrastructures, notamment d'infrastructures industrielles et on a choisi un système de comptes de façon à valoriser certaines richesses plutôt que d'autres. Des richesses matérielles de nature industrielle au point que, par exemple, tout ce qui était dans l'ordre de la ruralité et de la paysannerie, au sens large du terme, n'a été recevable comme richesse que sous la forme industrielle : les biens agro-alimentaires. Toute l'autre partie, extraordinairement importante et qu'on redécouvre aujourd'hui, de l'ensemble des métiers de la ruralité, évidemment les enjeux écologiques, les enjeux d'aménagement du territoire, les enjeux de lien social, les enjeux de lien culturel, etc. tout ça n'avait aucune valeur ! Et quand vous prenez une Comptabilité Nationale, encore aujourd'hui, le secteur qui représente les 2/3 de notre activité, le secteur des services, fait 2 lignes dans la Comptabilité Nationale (*Services marchands et services non marchands*) ! Par contre, la partie des activités industrielles et agro-alimentaires, ça va vous faire les 2/3 de la nomenclature. Voici la façon dont on a constitué une nomenclature comptable nationale - et c'est la même chose du côté de la comptabilité générale quand on va décider de mettre du côté des charges les êtres humains. Vous avez à la fois la nomenclature même du chiffrage et vous avez les chiffres eux-mêmes. Une fois que vous êtes dans cette seringue de la nomenclature, et que vous avez appelé « production » et « activités », un type très particulier de productions et d'activités, ce qui s'exprime par des flux monétaires, et bien même si les flux monétaires sont produits par des catastrophes, des accidents, des destructions, ils vont être comptabilisés positivement. Quand j'ai fait mon rapport « Reconsidérer la richesse » (on était en pleine préparation du centenaire de la Loi de 1901) j'avais démarré par le paradoxe de l'Erika qui venait de se scratcher avec les effets désastreux que l'on connaît. Mais, vu du point de vue de la Comptabilité Nationale, c'était l'Erika qui était le bon élève puisque l'ensemble des valeurs ajoutées monétaires qui étaient générées par le remplacement du pétrolier, par la valeur ajoutée du côté des assurances avec les indemnisations, par les valeurs ajoutées du côté des entreprises qui concouraient à la dépollution, tout ça c'était compté dans la richesse nationale et non pas mis dans une colonne à part en disant : « Attention, certes, il y a des valeurs ajoutées monétaires, mais elles viennent d'une catastrophe destructrice ». Inversement, les bénévoles qui avaient la très mauvaise idée d'aller dépolluer gratuitement les plages, eux, non seulement ils étaient invisibles, improductifs et inactifs, mais on peut dire qu'ils contribuaient à faire baisser la richesse nationale parce qu'il aurait bien fallu dépolluer quand même, et qu'on aurait fait appel à du personnel rémunéré. Par différence, on peut dire que le bénévolat concourt à faire baisser la richesse nationale, au sens de la fameuse « *croissance* » dont on nous rebat les oreilles.

Donc vous voyez que la façon dont on appelle et dont on chiffre les choses va avoir des conséquences tout à fait considérables. Vous trouvez cela dans la Comptabilité nationale, vous trouvez cela aussi dans la Comptabilité générale et vous trouvez cela dans le rapport à la monnaie. Normalement, à quoi sert la monnaie ? A fluidifier l'échange. Elle sert à transformer un potentiel d'échange, d'activités, et de créativité de façon à créer une situation de fluidité dans l'échange pour que ce potentiel se réalise de façon beaucoup plus efficace que par d'autres systèmes (tel que par exemple le troc). C'est ce que vous pouvez prendre comme théorie la plus officielle de la monnaie, y compris chez les libéraux. Quand Adam Smith dit : « *La monnaie est un voile de l'échange* », il dit : « *En tant que telle, la monnaie n'a strictement aucune valeur* » et même dans *La richesse des nations* (on parle toujours de *La richesse des nations* à propos de « *la main invisible du marché* », mais la main invisible dans *La richesse des nations* est une note de bas de page, ce n'est pas du tout central), le cœur de *La richesse des nations* d'Adam Smith donc, c'est la critique du mercantilisme. Qu'est-ce que le mercantilisme ? la croyance fétichiste (Marx reprendra le terme) que la monnaie a de la valeur par elle-même. Et la croyance autre, dit Adam Smith, des Etats de l'époque qui pensent qu'ils vont s'enrichir en s'appropriant de l'or et de l'argent. Toute l'entreprise d'Adam Smith, c'est d'expliquer que la vraie richesse n'est pas dans les métaux précieux, mais dans le travail et dans le commerce. On peut être en désaccord, mais du point de vue de la théorie monétaire, Smith est dans une position de critique du fétichisme de la monnaie, la croyance que la monnaie a de la valeur en tant que telle, et la croyance même qu'elle aurait de la valeur sous prétexte qu'elle utilise des métaux précieux pour circuler.

Si vous prenez des éléments dans la configuration mondiale actuelle, on peut dire, du point de vue d'une théorie parfaitement orthodoxe de la monnaie, qu'une situation où vous avez 3 milliards d'êtres humains qui n'ont pas accès au crédit ou qui en sont à un ou deux dollars par jour, montre un échec total de la monnaie sur son métier de base de transformation du potentiel d'échange et d'activité en réalité... Vous avez une sous-monetarisation pour 3 milliards d'êtres humains, essentiellement dans les pays du Sud et aussi la partie de la population dans nos propres pays qui, parce qu'elle n'a pas ou pas assez de monnaie, se trouve dans l'incapacité de révéler pleinement son potentiel d'échange, d'activité, de créativité. Si l'on veut vraiment libérer les énergies, comme le disent en permanence les gouvernements conservateurs, il y a un formidable potentiel d'énergie à libérer du côté des catégories les plus pauvres et les plus modestes, justement en sortant de la sous-monetarisation.

Inversement, vous avez un processus de sur-monétarisation parce que, quand vous avez 225 personnes avec un revenu égal à 2 milliards et demi d'êtres humains, ou que vous avez 3 personnes qui ont l'équivalent du PIB de 46 pays, ça veut dire que vous êtes, pour une catégorie extraordinairement minoritaire de personnes, dans une situation où, là non plus, la monnaie ne joue pas son rôle. Il y a une telle quantité de monnaie qu'il n'y a plus aucun rapport avec une réalité (une réalité de travail, de mérite, d'effort, vous pouvez reprendre les termes les plus conservateurs à cet égard) et que la monnaie rend ces gens malades. Lorsqu'on est confronté à une personne qui dérape et qu'on est obligé d'envisager une tutelle ou une curatelle, le système est le même pour des gens à la tête de revenus et de fortunes qui ne correspondent à aucune réalité de travail, de mérite, d'effort, de créativité, tout ce que vous voulez, puisque toutes les fortunes qui sont aujourd'hui accumulées sont le résultat mécanique de placements au sein de l'économie spéculative, économie spéculative qui est aujourd'hui dans un rapport de 1 à 100 par rapport à l'économie réelle.

Prenez les chiffres officiels qui ont été donnés au moment de la proposition Lula-Chirac devant les Nations Unies, pour une taxe mondiale (qui, soit dit entre parenthèses, est rétrospectivement une formidable reconnaissance de la validité de toutes les postures du type Attac et de tous les autres mouvements qui avaient posé la question des modalités d'une régulation financière mondiale - qu'on traitait par le mépris, la rigolade, etc. - c'est une formidable justification a posteriori). A cette occasion-là, on a eu droit aux chiffres officiels actuels : le commerce mondial qui correspond en gros à l'économie réelle, c'est 8 000 milliards de dollar par an, mais les transactions financières, elles, c'est près de 2 000 milliards de dollars par jour. Si vous faites le rapport entre les deux, c'est un rapport de 1 à 100. L'économie réelle ne représente plus que 1 % des transactions financières journalières. On est arrivé à une situation totalement pathologique.

Une des raisons qui est une façon de jouer et sur les chiffres et sur les mots, à l'intérieur du « réseau collectif richesse », on a entamé un brainstorming autour la proposition d'une réforme du RMA, mais ce RMA ne serait pas ce travail forcé qu'on essaye de nous mettre dans la tête, ce serait le *revenu maximal acceptable*, indexé sur les minima sociaux. On pense que la proposition de loi de ce RMA doit être faite d'abord par le Ministère de l'Intérieur et par le Ministère de la Santé. Pourquoi ? Ministère de l'Intérieur, parce que les conditions actuelles de niveau de fortune et de revenu délirant sont des incitations permanentes à la délinquance et à l'incivisme. J'habite Nanterre, mais chacun peut le vérifier, l'argument principal d'un dealer pour convaincre un jeune, c'est de dire : « *C'est vraiment trop con de vouloir faire en un mois ce que tu pourrais gagner en 2 heures. Regarde le Journal Télévisé d'hier, le grand patron qui est parti avec ses 30 % supplémentaires de revenus et de stock options alors même que sa boîte est en train de flancher. Tu serais bien idiot de ne pas en faire autant.* » On est dans une loi de la jungle, les conditions mêmes de l'incivisme, de l'incitation à la délinquance, sont réunies par ce système-là.

Puis le Ministère de la Santé : quand vous avez des niveaux de revenus et de fortune qui sont à ce point disjoints de toute réalité, vous avez des gens (exemple notre camarade Jean-Marie Messier, à un moment donné, a disjoints) quand ils disjonctent, ont non seulement leur propre maladie mentale, mais les dégâts collatéraux sur l'ensemble de l'entreprise sont considérables.

Enfin, on propose que cette réforme du RMA soit lancée par le MEDEFF, le *Mouvement pour un Espace de Désintoxication d'Economie Financière et pour la Fraternité*.

Réponses aux interpellations de la salle

* La dette

Il y a 2 catégories d'endettements. La première qui joue un rôle particulièrement important actuellement, c'est la question de l'endettement public. Elle concerne les pays du Sud puisque vous savez que chaque année ce sont les pays du Sud qui ont des transferts financiers positifs en direction des pays du Nord. Dans la série "On marche sur la tête" : le remboursement des intérêts de la dette accumulée à l'époque des années 70, lorsque les pays occidentaux, et en particulier les banques occidentales trouvaient intéressant d'aller placer leurs pétrodollars dans un certain nombre de pays du Sud, et qu'il y a eu une espèce d'incitation à l'endettement à ce moment-là. Le dollar a considérablement progressé mais surtout les taux d'intérêt à la logique extraordinairement perverse parce que ça n'a l'air de rien, comme ça, 2, 3, 4, 5 %, mais les intérêts composés se cumulent annuellement.

Pour vous donner une idée, un exemple donné par Keynes dans "*Les effets sur la monnaie*", quelques grammes d'or à l'époque de Jésus-Christ représenteraient aujourd'hui, avec les intérêts composés à 4 % annuels (ce n'est pas extraordinaire), plus de 2 fois la planète Terre en poids ! C'est-à-dire que s'il n'y avait pas eu entre temps des krachs, des dévaluations, de l'inflation, etc. la mécanique de l'intérêt composé est une mécanique totalement infernale. C'est le premier problème, l'endettement lié à l'intérêt composé. Là encore, c'est admis subrepticement comme quelque chose qui va de soi. Après tout, il y a un service qui est rendu, plutôt que de vous payer le service, je vous paie un petit pourcentage de ce service. Mais c'est exactement l'histoire que l'on raconte de l'échiquier : le gars qui, en échange du service qu'il avait rendu au roi, s'entend dire : « Qu'est-ce tu souhaites émettre comme vœu ? » - « Oh, pas grand-chose : on met un grain de riz (ou de blé) sur la première case de l'échiquier, et puis on double sur chaque case. » Le roi dit : « Ce n'est pas très exigeant ce que tu demandes » et c'est accordé et, évidemment, la totalité des richesses agricoles du royaume étaient incapables de répondre à cela parce que la progression géométrique est telle...

L'autre question est encore plus grave, plus actuelle et joue sur nos propres pays : l'équivalent d'un véritable coup d'état monétaire s'est fait dans le plus grand secret et sans aucun débat, quand le droit de création monétaire, qui était un droit régalien par excellence, a été transféré aux banques commerciales. Aujourd'hui - c'est le résultat des politiques monétaristes - les Etats n'ont plus le droit de créer de la monnaie. La seule partie de la monnaie qu'ils créent, c'est ce que l'on appelle la monnaie fiduciaire - c'est-à-dire les pièces et les billets - est une toute partie de la masse monétaire en circulation. Qui crée alors la monnaie ? Ce sont les

banques commerciales. Sur quels critères la monnaie est-elle créée ? On croit souvent que la monnaie est créée à partir des dépôts, mais non, le rapport aux dépôts ne représente que 10 % pour des raisons de prudence, mais les 90 % restants sont créés ex nihilo, par un simple jeu d'écritures. Vous allez chez votre banquier parce que vous avez besoin d'acheter un bien immobilier, une bagnole, n'importe quoi, si votre banquier vous considère comme solvable, il va créer artificiellement - à hauteur de 90 % - l'argent qu'il va vous prêter. Donc la création monétaire est faite par les banques commerciales et simplement sur le critère de la solvabilité potentielle des acquéreurs. Vous avez exactement la démonstration de l'adage « On ne prête qu'aux riches ».

Cela représente un changement fondamental par rapport à de la création monétaire publique lorsque, par exemple, énormément de grands investissements publics, de grandes infrastructures étaient financés par de la création monétaire publique, à taux d'intérêts nuls, et sur des critères autres que la solvabilité, des critères d'intérêt intrinsèques. A partir de ce moment, les Etats ne peuvent que créer de la monnaie fiduciaire, il va falloir qu'ils aillent s'endetter, comme tout le monde (les ménages ou les entreprises), sur les marchés financiers, avec les taux d'intérêts positifs en vigueur. Quand vous prenez par exemple la situation de la France, on entend sans cesse parler "sonnette d'alarme", « on est à 1 000 milliards d'euros d'endettement, c'est la catastrophe, nous allons vers la situation argentine » on oublie de dire que, nous, on est à 60 % du PIB du point de vue du taux d'endettement, mais les Etats-Unis sont à beaucoup plus de 100 %, l'Italie à 120 %, etc. Surtout il y a une corrélation extraordinairement forte entre l'accumulation de la dette publique et l'abandon de pouvoir de création monétaire des Etats.

Si vous prenez une courbe de la montée de la dette publique, elle est, trait pour trait, liée au fait que les Etats ont abdiqué leur pouvoir de création monétaire. Ceci est aggravé par le fait que les Etats-Unis - et c'est une des raisons majeures de leur posture de domination - imposent au reste du monde de faire des politiques monétaristes alors qu'ils font rigoureusement le contraire. Si vous regardez par exemple la Banque Fédérale américaine, d'abord, elle n'a pas simplement comme objectif la stabilité de la monnaie, à la différence de la Banque Centrale Européenne. Les éléments de croissance et d'emploi sont des éléments de sa politique au même titre que la stabilité de la monnaie, et deuxièmement, elle fait de la création monétaire à hauteur de 50 % de la masse de dollars en circulation. Et, troisièmement, autre élément de souplesse, elle autorise les monnaies locales, monnaies locales et tous les systèmes d'échanges parallèles, etc. qui donnent une formidable fluidité à l'ensemble du système. Nous, on se retrouve avec des politiques monétaristes extraordinairement rigides, un endettement qui explose et l'interdiction de cette fluidité qui est donnée par les monnaies locales et les systèmes d'échanges locaux, etc. qui sont tout juste tolérés (avec épée de Damoclès).

Quand on pose la question de l'endettement, il y a l'enjeu énorme des conditions de réappropriation démocratique, du fait que la monnaie est un bien commun collectif, qui doit être sous le contrôle de processus démocratiques. On n'est pas obligé de revenir pour autant à des logiques étatiques qui avaient par ailleurs leurs effets pervers : la planche à billets où les gouvernants du moment se fabriquaient leur monnaie dans n'importe quelles conditions, pour rester au pouvoir, etc. Cela, on peut tout à fait considérer que c'était critiquable. Mais on pourrait aller par exemple vers ce qui seraient de vraies indépendances des banques et, en particulier, des banques centrales, c'est-à-dire un processus de contrôle et d'évaluation démocratique de ces banques qui, aujourd'hui, sont certes indépendantes du processus démocratique, mais elles sont totalement dépendantes des marchés financiers. Donc avoir comme mot d'ordre : "Créons des vraies conditions d'une véritable indépendance", par exemple au niveau européen, de la Banque Centrale Européenne, ça pourrait être tout à fait un objectif stratégique transformateur.

*** Les revenus minimum, revenus d'existence etc. : « Mettre en activité ceux qui sont hors du circuit »**

C'est une idée qui n'a pas simplement un versant libéral conservateur, il y a aussi un versant de gauche, et même de gauche radicale, autour des idées de "*revenu d'existence*", "*d'allocation universelle*", etc. Mais là non plus il ne faut pas se faire piéger par les mots et les systèmes de représentation. En général, quand on parle de "*revenu d'existence*", de "*d'allocation universelle*", on fait comme si c'était un revenu qui tombait du ciel, une espèce de pur revenu d'assistance alors qu'en réalité, il correspond à de véritables contre-parties. Par exemple, la première, c'est que tout être humain a au moins un métier, celui de chef de projet, "*chef de projet de sa propre vie*". Et la société a tout intérêt à ce que ce métier de "*chef de projet de sa propre vie*" soit assumé dans de bonnes conditions, parce qu'une personne dans l'incapacité d'assurer ce métier de base va produire, pour elle-même et autour d'elle, des dégâts collatéraux qui, in fine, vont coûter très cher à la société. Quand vous regardez le système de protection sociale, la plus grande partie des coûts de ce système vient de ce que les êtres humains ne peuvent pas assumer dans de bonnes conditions le fait d'être "*chef de projet de sa propre vie*". Voilà déjà un élément qui correspond à une contre-partie effective.

Faire en sorte que les personnes se trouvent plutôt motivées à réaliser des projets de vie, soient capables de construire leur propre autonomie pour eux-mêmes ou pour leurs proches, c'est, au sens fort du terme, le premier des métiers. On peut dire que tous les autres métiers sont des métiers collatéraux par rapport à ce métier de base, le métier d'être humain, le "*ministère d'humanité*". Et, entre parenthèses, le métier le plus passionnant, mais aussi le plus difficile à réaliser : vivre l'aventure de l'univers de façon consciente, ce n'est pas de la tarte ! Imaginez que vous donniez la conscience à une plante verte, du moment même où elle prend conscience de sa propre existence, elle se tape la question de l'ego, elle se tape la question de la conscience de sa propre mort. Le cycle, passionnant mais infernal, de la conscience se met en place. C'est l'indicateur principal que j'avais proposé à Guy Hascoët à la fin de mon rapport. Je n'ai pas tout mis dans les nouveaux indicateurs, mais, à mon avis, l'indicateur principal c'est le PFH. Qu'est-ce que le PFH ? Pour les technos, on leur dit que c'est la « *Productivité Fonctionnelle Homéostatique* » et ils vont la calculer dans la pièce à côté et, maintenant on se retrouve entre nous, et on peut se dire que le PFH, c'est ce « *Putain de Facteur Humain* » ! Très difficile d'être un être humain.

Le problème principal, y compris des échecs de la plupart des alternatives au capitalisme, ne vient pas de la force du capitalisme ou de l'impérialisme ou de tout ce que vous voulez, il vient de l'insuffisance de radicalité du côté des alternatives elles-mêmes. C'est de la fausse radicalité, c'est de la radicalité superficielle, où l'on gère des parts de marché à l'extrême gauche. La vraie radicalité est celle qui remonte à la racine en partant de « *Que se passe-t-il quand vous avez un être vivant, doué de conscience et que vous voulez éviter que ça entraîne des effets destructeurs, de rivalité, d'angoisse, etc. comment construisez-vous de la coopération malgré cette situation-là ?* ». Voilà une opération passionnante, mais qui est extrêmement difficile et qui fait qu'il faut construire la question humaine comme une question politique. Arrêtez de dire qu'une fois qu'on a remis l'homme au centre, c'est la solution. Pas du tout, ce n'est pas la solution, c'est le début du problème. Et c'est parce que la question humaine est extraordinairement difficile à traiter que la plupart des sociétés, sous des formes différentes, ont préféré « chosifier » les rapports sociaux. Evidemment, c'est plus simple de traiter des humains comme des choses.

Et je vous donne un autre exemple, qui est directement lié à l'étymologie "d'économie" - les fameux travaux domestiques, l'INSEE, grâce à deux femmes, Ann Chadeau et Annie Fouquet, a fait une étude sur le travail domestique dans un pays comme la France - et c'est la même chose dans la plupart des pays. Cela a fait apparaître que le temps de travail domestique était beaucoup plus important dans un temps de vie, que le temps de travail au sens statistique, économique du terme. Elles ont même fait une transcription monétaire, parce que sans cela ça n'intéressait personne. Ces équivalents monétaires ont montré que ce travail domestique, dans une fourchette basse, représentait déjà 60 % du PIB (et avec une fourchette haute, ça représentait plus que le PIB : 120 % ! Il n'y aurait pas, par exemple, d'activité économique possible, donc « d'hors économie », au sens d'extériorité à ce qui se passe dans la maison, sans l'ampleur du travail domestique. La preuve ? Imaginez ce qui se passerait si l'ensemble des activités se déroulant à l'intérieur de notre propre maison devaient être prises en charge soit par l'Etat, soit par le marché. Outre le fait que ce serait un chaos invraisemblable, (aucun restaurant, aucun système hôtelier ne serait en état d'absorber cette incroyable demande), mais, à supposer même que l'on arrive à créer un système normalisé externe à la maison, ça représenterait un coût pour la société infiniment plus important que celui que nous avons actuellement.

Il est tout à fait normal que les services que l'on se rend à soi-même et à ses proches soient de l'ordre de la gratuité. Une gratuité choisie parce que, quand une chose est vraiment importante et essentielle, elle s'exprime par du don et de la gratuité, c'est un signe de qualité et d'importance. Imaginez que vous êtes dans un rapport amoureux, le jour où vous commencez à dire à votre compagnon (ou compagne) : « *Quand je pense à tout ce que je t'ai donné !* », vous sortez de l'économie du don pour rentrer dans... c'est un indicateur de dégradation ! AU passage : j'avais proposé, suite au rapport Camdessus, un moyen extraordinaire, simple et efficace, d'assurer à la fois une croissance du PIB multipliée par 5 ou 6 et le plein-emploi : il suffisait de décider que, dorénavant, tous les rapports sexuels seraient tarifés, que nous serions tous et toutes des travailleurs et des travailleuses sexuels qui assurent le plein emploi et augmentent le PIB, comme l'Etat le sait parfaitement (il a une section particulière qui vérifie le tarif des passes de la prostitution, de façon à les taxer sans se laisser distancer. La mécanique fiscale est parfaitement au point et la prostitution, au même titre que la drogue, entre dans le calcul du PIB). Donc si vous décidez que nous sommes tous des travailleurs et des travailleuses sexuels, vous assurez et le plein emploi et une explosion du PIB de quoi faire baver d'envie tous les pays les plus fascinés par la croissance. Je ne vois pas pourquoi il n'a pas retenu cette idée !

Voici donc deux métiers de base. Il y en a un troisième, que les réseaux d'échanges de savoirs ont bien révélé : tout être humain est aussi un chargé de savoir. Tout être humain, à condition qu'on crée des conditions qui lui permettent de (re)prendre confiance en lui-même, est porteur de savoir et en état d'échanger. Quand vous avez ces trois métiers de base, "*chef de projet de sa propre vie*", une "*activité domestique*" (qui n'est pas simplement une activité de don gratuit pour ses proches et soi-même, mais qui est aussi un service qu'on rend à la société, puisque, s'il n'était pas rendu, les coûts pour la société seraient beaucoup plus importants), et puis le troisième métier, celui de "*chargé de savoir*", cela justifie amplement le fait d'avoir un revenu d'existence. Ce n'est pas un revenu d'assistance tombé du ciel, mais la contrepartie légitime que la société accorde au fait - et encore une fois c'est son intérêt - que ces trois métiers soient réalisés dans de bonnes conditions. C'est pour cela qu'il y a une façon de prendre la question des revenus d'existence très différente de la version conservatrice du projet.

* La notion de "développement"

Là aussi il est important de revisiter les termes compris dans leur ambivalence et de ne pas céder à la culpabilisation ou à l'intimidation. C'est vrai que le terme de "*développement*" a deux racines complètement différentes. La racine d'un "*développement*" considéré comme une "*croissance élargie*", complètement dans la logique dominante, et la racine de "*développement*" utilisée fortement par quelqu'un comme René Passet - qui n'est pas exactement un économiste de la pensée unique - comme une alternative critique à la notion de "*croissance*". De la même façon, plus tard, des termes comme "*développement humain*" et "*développement durable*" vont être aussi pensés comme des catégories critiques à la notion de "*croissance*".

Il y a donc ambivalence du terme, et puis surtout, il arrive un moment où nous remportons des victoires sémantiques (On n'est pas condamné à perdre toutes les batailles - même si c'est plus rassurant et plus confortable de perdre toutes les batailles - mais il arrive de temps en temps que l'on en gagne quelques unes, y compris sur le plan sémantique. C'est la même chose avec "*citoyenneté*", "*démocratie participative*", etc.). Et, évidemment c'est classique dans les batailles sémantiques, à partir du moment où il y a une forte pénétration d'un terme et où il devient populaire, les adversaires préfèrent le récupérer et se le ré-approprier pour ensuite lui donner un contenu cosmétique. Mais si, du côté des promoteurs critiques et alternatifs des termes, parce que l'adversaire commence à les

reprendre, on dit : « Ah ! catastrophe ! Récupération, instrumentation, etc. donc nous abandonnons notre propre terrain sémantique ! » on fait un cadeau immédiatement à l'adversaire.

Moi je plaide pour une vision plus dialectique sur la question du *"développement"*. Premièrement je trouve très utile le débat lancé par tous les protagonistes de la *décroissance* (soutenable et conviviale et démocratique).

J'insiste parce qu'il ne va pas de soi qu'une décroissance soit forcément soutenable et encore moins conviviale et encore moins démocratique. Vous pouvez très bien avoir de la décroissance insoutenable, autoritaire et tout à fait anticonviviale, mais je considère que, justement dans une période où le développement durable est complètement tiré du côté du marketing, que cette tension dynamique du débat introduite par la question de la *"décroissance soutenable"* est utile sur le plan démocratique. Elle oblige à se réinterroger sur ce que l'on met derrière les mots et surtout derrière les actes. On sait bien par exemple qu'il y a un certain nombre de choses sur lesquelles il faudra non seulement ralentir, mais inverser les flux, par exemple en matière énergétique, en matière d'industrialisation, en matière de transports, en matière d'agro-alimentaire, etc. Mais, inversement, il y a quantité d'autres terrains où il va falloir de la croissance, de la croissance qualitative : l'éducation, la santé, le relationnel, etc. Donc l'intérêt que je vois au débat *"développement durable - décroissance soutenable"*, c'est qu'il oblige à dire ce que l'on va mettre derrière les mots. Ce débat est intéressant à condition de l'utiliser de façon dynamique, pas du côté de l'intimidation et de la culpabilisation. Certains acteurs du côté de la *"décroissance soutenable"* disent que pratiquement le pire du pire qu'on puisse faire, c'est du *"développement durable"*. A ce moment-là, on est dans la fausse fenêtre absolue : on fait comme si le cœur du conflit étaient entre deux scénarios : d'un côté *"développement durable"* et de l'autre côté *"décroissance soutenable, démocratique et conviviale"*. Or, hélas, il n'y a pas deux scénarios mais quatre. Et les deux scénarios dominants, c'est d'un côté la poursuite d'une *"croissance insoutenable"* et, de l'autre côté, les conséquences de la poursuite d'une *"croissance insoutenable"* qui sera une *"décroissance insoutenable et autoritaire"*. Prenez le rapport secret du Pentagone que Bush avait commandé parce qu'il voulait quand même en avoir le cœur net sur le réchauffement climatique. Comme ses experts lui ont sorti que c'était encore plus grave que ce que l'on disait d'habitude, eux, qui sont complètement dans une logique guerrière, ont tiré comme conséquences que les effets du réchauffement climatique allaient produire des situations guerrières et amener les Etats-Unis à se placer dans une posture encore plus militariste. Ca, c'est vraiment de la *"décroissance insoutenable et autoritaire"*. Par rapport à des visions dynamiques et stratégiques, moi, je dis : « O.K. pour le débat *"décroissance soutenable - développement durable"*, ça peut faire progresser le schmilblick ». N'oublions jamais que le risque majeur vient du côté de la *"croissance insoutenable"* et de la *"décroissance insoutenable et autoritaire"* et, que par rapport à ça, l'alliance dynamique entre ceux qui sont pour un vrai *"développement durable"* non cosmétique et alternatif aux modes de croissance, de production et de consommation actuels, et ceux qui sont vraiment pour une *"décroissance démocratique, conviviale et non autoritaire"* est infiniment plus importante que ce qui les sépare.

* Qu'est ce que le « développement réellement durable »

Ce que je mets dans *"développement durable"*, c'est, pour l'essentiel, la théorie d'Illich sur la contre-productivité. Jusqu'à un certain seuil, qui sont les conditions de la survie, de sortie de la galère, de tout ce qui fait qu'un être humain, individuellement ou collectivement, est placé dans une situation de sous-humanité, il est évident que la question de *"l'avoir"* est déterminante, parlons d'un développement dans l'ordre de *"l'avoir"*. Si vous n'avez pas de quoi vous nourrir, pas d'accès à l'eau potable, c'est un élément absolument fondamental. Mais au delà d'un certain seuil, si vous restez simplement dans l'ordre de *"l'avoir"* vous basculez dans ce que Gandhi avait appelé le *"désir de possession"* qui conduit à de la toxicomanie.

Pour un être humain, l'élément fondamental, ce n'est pas d'être un mammifère rationnel et consommant, c'est être un être capable de se poser la question du sens de son voyage de vie, individuellement et collectivement, donc c'est un développement dans l'ordre de « *l'être* » plutôt qu'un développement dans l'ordre de « *l'avoir* » - je vais vite. C'est toute la différence entre dire : *"J'ai du bien"* et *"Je suis bien"*. Si j'ai du bien, je suis déjà dans la peur qu'on me le pique ou dans l'envie du rapport à autrui. Si je dis : *"Je suis bien"*, je suis dans un rapport à autrui, à moi-même et à l'univers extraordinairement plus positif, pacifié.

Si vous êtes simplement dans l'ordre de *"l'avoir"*, ce qui se passe très rapidement, au-delà d'un certain seuil, c'est que vous entrez en réalité dans du *"mal-être"*. Vous croyez qu'un supplément d'argent, un supplément de technique, un supplément de ceci, un supplément de cela, va vous sortir de votre mal-être et, comme dans la toxicomanie, vous avez un bref moment de soulagement et puis, après, vous retombez dans un *"mal-être"* et même aggravé par la déception. Et la dose supplémentaire que vous allez prendre derrière sera une dose aggravée. Et quand Gandhi disait : « *Il y a suffisamment de ressources sur cette planète pour répondre aux besoins de tous, mais il n'y en a pas assez pour satisfaire la cupidité* », le désir de possession, il avait vu parfaitement juste et c'est exactement ce qui se trouve confirmé par les chiffres officiels des Nations Unies.

Quand on vous dit d'un côté, avec 50 milliards de dollars supplémentaires par an, on pourrait, sur le plan technique et économique, éradiquer la faim, permettre l'accès à l'eau potable à six milliards d'êtres humains, assurer les soins de base, etc. 50 milliards de dollars de plus par an, 100 milliards en tout avec ce qui est déjà fait, c'est la moitié de la guerre en Irak. Et vous savez ce que c'est par rapport aux budgets de publicité annuels ? 1/10 ème ! Si on prend les budgets publicité, c'est 500 milliards de \$. Or, qu'est-ce que la publicité ? Principalement une industrie du mal-être ! J'ai un copain publicitaire qui a une excellente définition de la publicité : *"C'est l'art de rendre les gens mécontents de ce qu'ils ont, afin de leur faire désirer ce qu'ils n'ont pas."* Ca veut dire qu'on est incapable de trouver 50 milliards de dollars pour des besoins premiers et capables d'en trouver 10 fois plus (500 milliards) pour créer artificiellement du désir. Mais il n'y a pas que les 500 milliards de la publicité.

L'armement, ce n'est pas seulement la guerre en Irak. L'ensemble du budget armement au niveau mondial, c'est 1 000 milliards de dollars. Et les stupéfiants, vous savez combien c'est ? C'est aussi 500 milliards de dollars. Voilà le coût du mal-être ; Tout ça c'est du mal-être : qu'est-ce qu'on gère avec les 1 000 milliards de l'armement ? On gère de la peur et de la domination. Qu'est-ce qu'on gère avec les stupéfiants ? du mal-être et de la toxicomanie, etc. Qu'est-ce qu'on gère avec la publicité ? On gère du désir détourné, qui est fondamentalement un désir dans l'ordre de "*l'être*", dans l'ordre du bonheur, de la relation, mais on fait croire de façon mensongère que l'accès au bonheur passe par la nature des marchandises que l'on vous propose, que la publicité n'est pas mensongère dans son message. Quand vous voyez des gens heureux, souriants, etc. la publicité dit vrai, et c'est justement un développement dans l'ordre de "*l'être*". Mais quand elle vous fait croire que pour accéder à cette sérénité-là, à ce bonheur-là, il faut acheter la cacahuète Machin, là, elle est mensongère.

Pour revenir à votre question, le problème-clé du nouveau type de "*développement, réellement soutenable*", réellement capable non seulement de permettre à des générations futures de ne pas avoir une planète trop dégradée, c'est surtout un développement de nature à créer du désir d'humanité. Car le problème le plus grave, plus encore que le problème écologique, c'est la fatigue d'humanité. Evidemment, si vous êtes dans une situation où l'aventure de la vie humaine vous est présentée comme une histoire tragique, où vous n'avez comme seul objectif, pour vous-mêmes et pour vos enfants, que d'être un producteur compétitif, qui entre en permanence en rivalité avec autrui et qui, de toutes façons, quand bien même il serait du côté des gagnants, finira par se faire éjecter du circuit, comment voulez-vous que cette posture totalement dépressive du projet de vie ne soit pas compensée par de l'excitation ? La psychose maniaco-dépressive est la maladie du siècle, c'est aussi une maladie collective. On a fondamentalement des sociétés dépressives qui soignent leur dépression par de l'excitation malade. C'est un processus de nature toxicomane.

Donc le vrai "*développement humain durable*", passe par le fait que, sur quantité de domaines, il va falloir ralentir, voire décroître, et sur d'autres domaines (le développement dans l'ordre de l'être) assurer au contraire, là, des formes de croissances qualitatives beaucoup plus fortes. C'est effectivement un changement majeur dans la réorientation même du "*développement*", mais qui se trouve en profonde cohérence avec le fait de dire qu'une humanité consciente composée simplement de mammifères consommateurs, serait quand même dommage et gaspillée pour tout le monde. Il y aurait vraiment une erreur dans l'histoire de l'évolution et il faudrait vite s'occuper de la corriger.

Le capitalisme ne peut jamais se dire clairement pour ce qu'il est. Il a toujours besoin d'organiser un trafic d'indulgences. L'indulgence, c'était cette monnaie de salut créée par la papauté, qui permettait de marchandiser le salut qui a d'ailleurs été à l'origine du haut-le-cœur de Luther et de la Réforme protestante. Aujourd'hui, vous avez un nouveau trafic d'indulgences. C'est vrai qu'une des façons de faire du trafic d'indulgences, c'est d'appeler "développement durable" de la destruction écologique, d'appeler "entreprise citoyenne" de la souffrance au travail et "démocratie participative" des formes de management participatif antidémocratique, etc. Le trafic d'indulgences, à la fois comme identification et comme nouvel instrument de lutte, peut être à mon avis très puissant. Il est constamment sous-utilisé parce qu'il fait partie des cadeaux que l'on fait à l'adversaire. De la même façon, on a fait longtemps cadeau aux capitalistes de la mondialité et c'est seulement quand on a commencé à dire « *un autre monde est possible* » que l'on s'est réapproprié l'imaginaire positif de la mondialité. Tant que l'on était « *contre la mondialisation néo-libérale* », et qu'est-ce que le contraire terme à terme de la « *mondialisation néo-libérale* » ? C'est le souverainisme archéo-autoritaire. Evidemment, après ça, on s'étonne qu'on ait du mal à convaincre !

Donc la réappropriation d'éléments de l'imaginaire est, de ce point de vue-là, tout à fait fondamentale et le trafic d'indulgences, le fait de faire payer très cher l'accès à la Bourse des valeurs qui représente les biens symboliques, crée des stratégies très dynamiques, coopératives. Si vous avez un Etat, un acteur public ou social, une entreprise, qui essaye d'appliquer les valeurs auxquelles il se réfère, il n'y a aucune raison de ne pas passer des alliances plus ou moins importantes avec lui, du partenariat, de la reconnaissance. Il n'y a aucune raison de s'en priver et de diaboliser a priori ces acteurs-là, mais, inversement, quand on rentre dans la zone où, à l'évidence, on est dans de l'instrumentation mensongère, il faut avoir une gradation de sanctions - que d'ailleurs les associations au niveau international ont déjà commencé à expérimenter (procédures de boycott, ça a été fait sur Monsanto, sur Coca, sur Shell, et qui, en plus, sont équitables).

Le problème, c'est qu'on le fait en quelque sorte empiriquement, de temps en temps, au coup par coup. Je pense notamment que maintenant que nous avons la chance, avec les Forums Sociaux Mondiaux, d'avoir un espace mondial pour penser de nouvelles stratégies, il faut construire un système de veille, de sanctions et d'incitations par rapport à cette Bourse des valeurs de l'accès aux biens symboliques. Il faut contrôler l'accès aux biens symboliques. Il ne faut plus laisser le capitalisme utiliser l'accès aux biens symboliques. La nature de ce qu'il doit payer pour les biens symboliques doit être tout à fait fondamentale. Par exemple, j'ai proposé une unité de compte et un concours mondial pour choisir ce qui serait l'unité de compte du trafic mondial des indulgences. Nous, on a la chance d'avoir déjà une proposition de niveau assez élevé, qui est le Chirac, car il y a évidemment déjà une unité de décalage entre les intentions affichées et les pratiques. On attend mieux : c'est déjà une base pas mal ! Parce que, quand on voit Chirac proposer avec Lula, c'est quand même un vol manifeste.

Encore que, là, on est pour le coup dans la stratégie dynamique : que font Chirac et Lula sinon reprendre sous une autre forme - mais pas si éloignée que cela - les propositions de type Attac ? C'est ce que j'appelle le théorème de Gus Massiah. Il dit : « *Il y a pire qu'être récupéré, c'est de ne jamais être récupéré* » !

Si on veut faire bouger les frontières, il y a un moment où il faut oser - c'est Saul Alinsky qui disait cela superbement dans « Rules for radicals » : *"Ne cours jamais le ridicule d'être désemparé si jamais ton adversaire accepte de négocier."*

Souvent, le problème du radicalisme à la française ou à l'européenne, c'est qu'il peut être très imaginaire dans ses méthodes de lutte, mais si jamais, par malheur, il est prêt à remporter une victoire partielle, il est tétanisé par l'idée de la récupération. Et il préfère donc organiser sa propre défaite plutôt que de profiter de sa victoire partielle. Il faut faire rigoureusement l'inverse.

On a ce débat-là avec un certain nombre de copains par rapport au RMA. « Qu'est-ce que ce truc bêtement réformiste du RMA ? C'est la question beaucoup plus large du capitalisme qu'il faut poser ». Et quand vous avez fait un angle tellement large, vous n'êtes plus capable de cibler. Je préfère dire : *« Cela ne nous empêche en rien, du point de vue de l'analyse, de montrer l'ensemble des connexions entre tout ça mais il faut être capable de cibler »*. Par exemple, un des projets de campagne qu'on imaginait après les propos de Lelay sur le "Coca et les cerveaux disponibles", c'était une campagne sur le thème "Stérilisons Lelay". Evidemment, on sait bien que ce n'est pas seulement Lelay, que c'est TF1, et que ce n'est pas seulement TF1, que c'est tout un système. Mais vous pouvez cibler à un moment donné, organiser une formidable campagne qui sera ludique, festive, etc. qui n'est pas non plus déplaisante ! On est tellement dans des logiques mortifères, dans des logiques de régression émotionnelle, où les sentiments de peur, d'impuissance, de dépression nous pénètrent qu'on a besoin justement de reprendre de la force, de se redonner mutuellement du pouvoir. On appelle cela *"Face aux guerriers puritains, face à l'axe Bush/ Ben Laden, soyons des coopérateurs ludiques"*, c'est-à-dire il faut aussi que, dans nos formes de lutte, on trouve de la joie, on trouve du plaisir, on puisse mettre le rire et le sourire de notre côté. Mais je ne sais pas pourquoi je vous dis ça !... Ah oui, le trafic d'indulgences !

Regardez l'histoire qui vient encore de passer, ces déclarations incroyables, encore un autre qui s'est lâché le Ministre de la Fonction Publique, Renaud Dutreil, sur les fonctionnaires : *"Il est scandaleux qu'on continue à payer un fonctionnaire retraité, puisqu'il ne sert plus à rien"* et les autres retraités ? Avec son collègue Eric Woerth, ils ont commencé à trouver un truc avec des stratégies d'audit pour créer des processus pour supprimer des fonctions et il termine - et, là, c'est le pompon - en disant : *"Le problème, c'est que les Français continuent à aimer leurs services publics, ils trouvent que l'Education, ça marche plutôt bien, que l'hôpital ça marche plutôt bien, etc. c'est notre principale difficulté, dit-il, ce qu'il nous faut faire, c'est créer de la dramatisation et, par exemple, ajoutez-t-il, la fonction essentielle du rapport Camdessus, c'est de créer cette dramatisation"*.

Evidemment, il s'est lâché parce qu'il était dans un public « à lui », c'est la même chose que l'histoire Lelay. Mais on attend encore la réaction du mouvement syndical... !

Avec le projet "Dossier 2007", on a commencé à faire circuler une idée : appliquer comme méthode de lutte l'équivalent du référentiel jour par jour, heure par heure, que vous avez dans les situations juridiques particulièrement scandaleuses où vous avez une gradation de l'amende au fur et à mesure du temps passé par l'interlocuteur qui ne respecte pas la décision.

L'idée était la suivante : on commence par organiser une grève, mettons d'un quart d'heure, d'une part des fonctionnaires et de tous ceux qui sont concernés : un quart d'heure, ce n'est pas grand-chose, on discute de la suite des modalités et on annonce que le premier jour, c'est un quart d'heure. Mais si, à la fin de la première journée, on n'a pas obtenu satisfaction - la nature de l'objectif est à déterminer, a minima, ça serait d'avoir des excuses publiques et puis si on sent que ça peut aller plus loin, pourquoi ne pas demander la démission du ministre ? Si on ne l'a pas eue au cours de la première journée, le lendemain, on double : c'est la stratégie du jeu d'échecs. Une demi-heure. Puis le surlendemain, on double encore : donc c'est une heure. etc.. Et vous avez comme ça insensiblement une mécanique qui va créer aussi de la logique du suspense, qui va être très ludique, qui n'emmerdera pas les usagers. Vous pouvez, y compris, réincorporer l'idée que, évidemment, au fur et à mesure que l'on va doubler, ça va commencer sérieusement à ressembler à de la grève générale. Ce que plus personne, même à l'extrême gauche de l'extrême gauche, n'ose imaginer, mais que vous pouvez très bien réincorporer, comme un horizon.

Voilà une idée, on peut en imaginer d'autres. C'est simplement pour dire : voilà de nouvelles formes d'actions, mais le problème, c'est que la plupart des mouvements syndicaux sont tellement dans des paradigmes anciens que *« Ah ! oui, Bien sûr, il a dit ça. Ça va de soi qu'il pense cela. On le sait depuis longtemps. Et alors ? »* Si on ne fait pas un arrêt sur images quand on a la chance de tenir de l'inacceptable populaire, si on ne le popularise pas, si on n'en fait pas l'analyse, etc. comment voulez-vous après qu'on ne se retrouve pas dans les cordes sur des sujets comme les retraites, la protection sociale, l'avenir des fonctionnaires.

De la même façon qu'il faut complètement décoloniser notre imaginaire, il faut complètement repenser nos formes d'action et de lutte.

Il y a un dépassement dynamique qui émerge, et qui exprime positivement les éléments de projet, c'est le terme de Pierre Rabhi de *"sobriété heureuse"*, ou une *"frugalité heureuse"*, qui a l'avantage d'exprimer les choses positivement, et de bien montrer que la vraie nature des réorientations fondamentales, qu'elles soient collectives ou individuelles, passent aussi par des changements de postures de vie, qui soient justement dans l'ordre de *"l'être"* plutôt que dans l'ordre de *"l'avoir"*. Autour du thème des conditions à réunir pour une *"sobriété heureuse"* ou une *"frugalité heureuse"*, vous pouvez avoir un accord des deux parties. En tous cas, je sais qu'il y a une prochaine rencontre au mois d'avril autour de ce thème-là et où vous avez et des partisans du *"développement durable"* et des partisans de la *"décroissance soutenable"* qui commencent à faire route ensemble dans cette perspective.

* L'éducation au développement

Même le partisan le plus acharné de la "*décroissance soutenable*" qui critiquera beaucoup "*l'éducation au développement*", sera, je pense, d'accord pour accepter le "*développement de l'éducation*". Dès que vous posez les choses en termes de contenu qualitatif, l'une des limites du terme de la "*décroissance soutenable*", c'est qu'elle reste habitée par une représentation essentiellement quantitative, donc elle reste piégée aussi dans la fascination de la croissance. Si je vous dis : "*Ne pensez pas à tel bien, à telle catégorie*", inévitablement, vous y pensez tout de suite. Il n'y a pas plus obsédés sexuels que les puritains, par exemple : ils ne pensent qu'à ça. Quand vous êtes dans la "*décroissance*", vous êtes encore obsédés par le paradigme de la "*croissance*".

Ce n'est pas l'éducation qui est à critiquer, c'est la contre-productivité du système scolaire et Illitch a proposé au contraire une société éducative. Je l'ai beaucoup rencontré et j'ai travaillé avec lui dans les années 70, et je pense qu'il y a une formidable actualité d'Illitch et, par exemple, on voit bien que ce qu'il avait dit sur les transports s'est vérifié, on ne parle aujourd'hui que de ce qu'il avait dit sur la Némésis médicale, etc. et le concept de contre-productivité est parfaitement adapté à une grande partie de nos problèmes de société. C'est un véritable scandale qu'Illitch ait été à ce point dévalorisé alors même que le cœur de son analyse et de ses prédictions s'est, au contraire, parfaitement confirmé. De ce point de vue-là, je ne trouve pas du tout gênant que l'on fasse un bon usage d'Illitch, mais il n'y a aucune raison d'aller enfermer Illitch dans une vision sectaire.

Dans la littérature de la "*décroissance soutenable*", vous avez d'un côté une littérature extrêmement intéressante, productive, je pense par exemple à Serge Latouche, mais vous avez aussi un sacré paquet d'ayatollahs intégristes dans une posture misanthropique : vu le caractère prédateur de l'être humain, il vaudrait mieux pour tout le monde, en tous cas pour les autres espèces, que cette espèce sorte de scène. Cette partie-là c'est de la misanthropie autoritaire. Si l'on veut vraiment faire le partage dans une alliance dynamique et prendre au sérieux les éléments de soutenabilité, de convivialité et de démocratie, quelles sont les conditions à réunir ? L'hypothèse des conditions de changement de modes de production, de consommation, mais aussi de changements de postures de vie vont vers de la "*frugalité*" ou de la "*sobriété heureuse*", au moins, c'est stimulant. Là, la question fondamentale, c'est la question du désir et du bonheur.

Là aussi, on s'est fait totalement intimidés au motif qu'un certain nombre de malades mentaux de systèmes totalitaires ont prétendu faire le "*bonheur*" des peuples malgré eux. Depuis ce moment-là, il y a une espèce d'interdit absolu de la question du "*bonheur*" comme question politique : le "*bonheur*", non pas comme un capital à conquérir, ou comme une dépendance à l'égard d'un « *état de bonheur* », mais comme capacité des êtres humains de "*vivre à la bonne heure*", c'est-à-dire à vivre pleinement leur condition d'humanité. Le "*bonheur*", en ce sens-là, ça ne veut pas dire qu'on est exempt de souffrance ou d'épreuves, mais ça veut dire qu'on a une capacité de vivre intensément sa propre vie. On est autant à la "*mauvaise heure*" alors qu'on a la capacité de vivre une grande joie et qu'on se l'interdit, que, si par exemple, perdant un proche, on s'interdisait le chagrin et les pleurs. Donc la question de "*vivre à la bonne heure*", ce n'est pas simplement une question individuelle, c'est clairement aussi un enjeu sociétal fondamental : réunir des conditions telles qu'il y ait un droit, pour des êtres humains, de vivre debout, de vivre dans leur pleine dignité et d'avoir le droit (ensuite ils en font ce qu'ils en veulent), de "*vivre à la bonne heure*". Si vous réintroduisez cette question-là, si vous réintroduisez la question du désir, (sous sa forme positive parce que, avec le désir sous sa forme destructrice, vous faites des St Barthélémy, des Auschwitz, du productivisme anti-écologique, etc.) mais avec la forme positive du désir, vous déplacez des montagnes au sens propre comme au sens figuré.

Construire du désir d'humanité, considérer que l'humanité est à un rendez-vous critique de sa propre histoire et qu'elle peut risquer la sortie de route, ce n'est pas simplement en disant : "*Attention ! catastrophe*" que l'on réglera le problème. Il faut à la fois sonner le tocsin, et alerter sur les risques majeurs que court l'humanité et pas simplement dans le domaine écologique. Il faut montrer que l'humanité, si elle réussit ses rendez-vous critiques, a devant elle un trajet extraordinaire qui s'ouvre à elle. De la même façon que, quand vous prenez l'évolution biologique de l'hominisation, vous voyez bien - si vous avez vu le film "*L'odyssée de l'espèce*", on voit bien que, à plusieurs reprises, le rameau hominien a bien failli disparaître parce qu'il était le plus vulnérable, mais cette vulnérabilité même était, à chaque fois, la source de progrès dans l'ordre de la conscience.

Ce qui a été réussi sur le plan de l'hominisation sur le plan biologique, comme disent Edgar Morin et Anne-Brigitte Kern, nous avons à le réussir cette fois dans l'ordre de l'humanisation, sur le plan politique et culturel. Dans le dialogue en humanité, on appelle cela "*grandir en humanité*". On en a la capacité. On n'est pas obligé, comme les représentations aussi bien libérales que du collectivisme d'état nous y enferment, de percevoir l'être humain soit comme un être condamné à maintenir son individualité par la rivalité, pour l'essentiel, c'est ce qui se joue entre 3 et 7 ans, et comme le dit Hergé, il y a de la marge au moins de 7 à 77 ans, ni non plus comme était la représentation collectiviste qui était au fond la représentation fusionnelle, en gros moins neuf mois, plus neuf mois. Evidemment, si vous avez le choix seulement entre la régression fusionnelle ou la construction de l'individualisation sur le mode de la rivalité, vous n'êtes pas très avancés. Au total, c'est plutôt le 3/7 ans qui finit par l'emporter sur le moins neuf mois, plus neuf mois. Mais si vous dites qu'on peut "*grandir en humanité*", et c'est une aventure non seulement personnelle, mais une aventure collective formidable, à ce moment-là, vous êtes dans du désir d'humanité et la vraie alternative au sentiment de peur, aux logiques de puissance, qui exige du désir positif. On appelle ça la "*stratégie érotique mondiale*", la SEM. Face à Thanatos, pour redire le malaise dans la civilisation, face aux pulsions mortifères de l'axe Bush/Ben Laden, on a besoin de forces de vie au sens le plus radical du terme. C'est d'ailleurs le Secours Catholique qui s'est fait une spécialité de la stratégie érotique, au point qu'à Emmaüs, ils sont obligés de rentrer en concurrence pour ne pas se laisser distancer sur ce terrain-là.

- Ils sont tous au CRID.

- Je sais que je suis dans un milieu fortement érotisé ! Votre rire n'est pas complètement franc !

C'est pour cela qu'il faut faire des exercices : quand vous prenez d'un côté les exercices spirituels d'Ignace de Loyola et de l'autre côté le Kamasutra, c'est exactement la même chose. Et vous savez que le Kamasutra est un grand guide de spiritualité. Il y a trois voies d'accès au divin, les trois grandes sūtra : l'accès par la connaissance, l'accès par la méditation et l'accès par l'érotisme. Si nous étions totalement dans la spontanéité, nous n'aurions pas besoin d'exercices, mais comme nous avons besoin de rééducation, de la même façon qu'il nous faut des exercices spirituels pour accéder au divin par la voie mystique (quand je dis divin, ça peut être tout aussi bien un "*divin*" au sens bouddhique du terme, participation pleine et entière à la nature et à l'univers, ce n'est pas forcément le rapport au barbu qui est rarement à son bureau, ça se saurait, bref...) si vous avez cet accès-là du côté du rapport mystique aux mystères de l'univers, vous avez la même chose aussi du côté de l'érotisme, comme chacun d'entre nous a eu la chance de l'expérimenter, qui est une des voies les plus extraordinaires de participation à la fois aux mystères de l'univers, aux mystères de l'autre et à son propre mystère. Et le vrai Kamasutra - je conseille, si vous avez des amis puritains, de leur offrir le Kamasutra non expurgé - dans le Kamasutra non expurgé, vous n'avez pas seulement les exercices érotiques, vous avez les textes spirituels qui vont avec. La voie érotique est une voie vers le mystère divin de l'univers.

D'ailleurs, Saint Augustin, à l'époque un grand noceur, avait parfaitement théorisé cela puisque vous trouvez chez Saint Augustin la première grande théorie de la libido. Saint Augustin avait imaginé le premier circuit passionnel, que Freud, bien après, viendra théoriser, qui est que le champ d'énergie du désir peut aller s'appliquer à plusieurs objets. C'était ce qu'il appelait la « *libido dominandi* » du côté du pouvoir, la « *libido vivendi* » du côté de la richesse, la « *libido sciendi* » du côté du savoir. Cela permet d'envisager de façon plus décontractée les débats sur la laïcité... On peut prendre les traditions spirituelles sur leur propre terrain, et dire : "Mais parlons-en" !...

retranscription : Françoise Mallaud, CDATM Marseille

références

rapport « Reconsidérer la richesse » en ligne :

<http://www.ladocfrancaise.gouv.fr/brp/notices/024000191.shtml>

dossier 2007 : <http://www.dossier2007.org/index.php3>

Collectif Nouvelle richesse : http://www.caracoleando.org/rubrique.php3?id_rubrique=11